

15 au 18 avril 2017 revue thématique DD	2
15 au 18 avril 2017 rubrique nécrologique	3
15 au 18 avril 2017 revue de presse	4



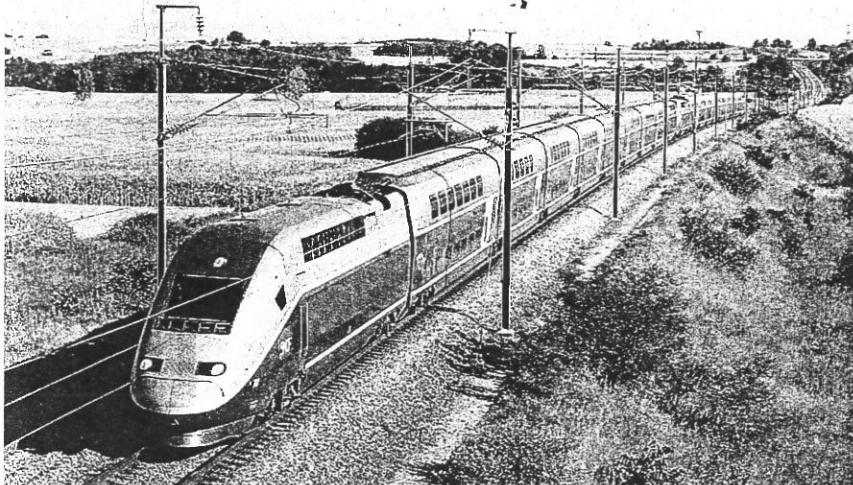
transport

LGV Bordeaux-Toulouse : le débat fait irruption dans la présidentielle

l'essentiel ▶

Dans un communiqué publié hier, plusieurs élus demandent aux candidats à la présidentielle de confirmer le lancement de la LGV Bordeaux-Toulouse.

Pétition signée par 25 000 personnes, lettre ouverte, appels aux candidats à la présidentielle, courriers à François Hollande, au secrétaire d'État aux Transports... Depuis quelques semaines, des élus de droite et de gauche se sont misés en lobbyistes acharnés pour exiger de l'État qu'il « respecte » son « engagement » sur la construction de la ligne à grande vitesse (LGV) Bordeaux-Toulouse, déclarée « d'utilité publique et urgent » le 6 juin 2016 malgré l'avis négatif de la commission d'enquête. Il aura suffi d'une déclaration jugée ambiguë du PDG de la SNCF, Guillaume Pepy, pour déclencher cette union sacrée en faveur de ce projet, vieux de 25 ans. Le 10 mars dernier, sur France Inter, M. Pepy avait dit « penser » que le TGV Paris-Bordeaux, récemment inauguré, était « le dernier pour le moment ». La polémique avait alors



La LGV Bordeaux-Toulouse, programmée pour 2024, doit mettre la ville rose à un peu plus de 3 heures de Paris, contre 4 h 09 aujourd'hui depuis la réalisation de la LGV Tours-Bordeaux. /Photo DDM

rapidement enflé, traduisant, outre de l'agacement, une évidente fébrilité sur un projet évalué à 7 milliards et contesté, notamment par les Verts. « Le PDG de la SNCF, qui a reconnu qu'il n'était pas décisionnaire, aurait dû se taire. Il s'est exprimé avec une tonalité négative que je ne peux que déplorer » avait lâché Jean-Luc Moudenc, le maire LR de Toulouse. Bien conscients que la clef de la

décision appartient au prochain exécutif, Carole Delga, présidente PS d'Occitanie, Georges Méric, président PS du département de la Haute-Garonne et Jean-Luc Moudenc ont signé, hier, un nouvel appel adressé aux candidats. « Comment concevoir aujourd'hui que la 4e ville de France soit mise à l'écart de la grande vitesse et de toutes les retombées positives qu'elle entraîne pour le territoire ? Tou-

louse, la Haute-Garonne et la région Occitanie ne peuvent pas rester sans liaison ferroviaire à très grande vitesse avec le reste du pays. Notre région accueille 52 000 nouveaux habitants chaque année. Pour booster l'économie et les emplois, pour accroître l'attractivité et l'activité touristique, pour assurer l'égalité territoriale, la avec Guillaume Pepy est d'ailleurs prévue à l'agenda de Carole Delga, le

UN DÉBAT SUR LA MOBILITÉ

L'appel aux candidats lancé hier intervient alors que le PDG de la SNCF, M. Pepy, est attendu les 19 et 20 avril à Toulouse. La SNCF organise en effet un forum pour débattre des mutations économiques et des défis liés à la mobilité en Occitanie. Au-delà du dossier de la LGV, les échanges devraient aussi porter sur les TER, et les problèmes récurrents de ponctualité, l'évolution de la gare Matabiau en « City Booster », la gestion par la région à titre expérimental de trains Intercités etc...

mardi LGV reliant Paris à Toulouse n'est plus un atout, c'est une nécessité. Nous ne pouvons pas être le chaînon manquant de la grande vitesse du Sud-Ouest européen. Nous formons un pack, mobilisé plus que jamais, pour défendre ce projet indispensable à notre territoire et à l'Europe, qui doit mettre Toulouse à 3 h 10 de Paris » écrivent-ils.

S. B.
@sergebardy

LA DÉPÈCHE

D U M I D I

Nord-Est

SAINT-JEAN SAINT-ALBAN

M. et Mme Jean-Pierre NOUGAROLIS, son fils ; M. Jean-Marc RAYNAL, son gendre ; ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, parents, alliés et amis ont la tristesse de vous faire part du décès de

Madame Raymonde NOUGAROLIS

à l'âge de 91 ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée mercredi 19 avril 2017, à 15 heures, en l'église de Saint-Jean.

La famille remercie tout particulièrement le personnel de la maison de retraite Les Fontaines pour ses soins et son dévouement.

Le présent avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

S'informer : PF Saint-Jeannaises
Saint-Jean, Balma - Tél. 05.61.35.04.05

www.ladepeche.fr/annonces/avis-deces/

18 AVR. 2017

SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE CARAMAN SAINT-JEAN

Mme Anne-Marie CARTIER, son épouse ; Corinne CARTIER et Isabelle TAILHAN, ses filles ; Guillaume, Romain, Gabriel et Roland, ses petits-fils, parents et alliés ont la douleur de vous faire part du décès de

Monsieur Georges CARTIER

à l'âge de 80 ans.
Les obsèques auront lieu le jeudi 20 avril 2017, à 15 h 30, en l'église de Ségreville, suivies de l'inhumation au cimetière de Ségreville.

Le présent avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

S'informer : PF Rov Eclerc
Auzeville Tolosane
Tél. 05.61.73.22.22

SAINT-JEAN

Le PLU est annulé, revoilà le POS

• page 27

15 AVR 2017

SAINT-JEAN

Le PLU est annulé le POS est de retour



La résidence Les Berges du Lac, en cours de finition a remplacé l'ancien bâtiment de la Sodexo.

« On nous informe que la Cour administrative d'Appel de Bordeaux a annulé, le 24 mars dernier, la délibération de la Communauté urbaine du Grand Toulouse du 28 juin 2012 ayant approuvé le Plan local d'urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole Commune de Saint-Jean » a rappelé Philippe Ecarot, élu de l'opposition, lors des questions diverses concluant le dernier conseil municipal. Il a demandé des explications au maire Marie-Dominique Vézian. Le premier magistrat a confirmé cette information par un communiqué lu en séance dans lequel elle souligne que la ville et Toulouse Métropole ne font pas appel de cette décision car le re-

cours n'est pas suspensif et que le PLUi-H devrait être en vigueur dans 18 mois.

Le retour au POS (Plan d'occupation des Sols) approuvé en 2002 et modifié en 2005 redevient le document d'urbanisme réglementaire avec l'annulation du PLU. Le maire ajoute : « Cette décision a plusieurs conséquences sur le plan d'urbanisme. En premier lieu les permis de construire obtenus au 14 mars 2017 ne sont pas remis en cause. Ensuite les permis en cours d'instruction feront l'objet d'un rejet s'ils ne sont conformes au POS. Enfin la modification en cours du PLU devient caduque ». Marié-Dominique Vézian rappelle qu'avec les règles du POS 2005 la servitude du projet du

secteur de Bessyare n'existe plus, la constructibilité devient ouverte (dans le cadre du respect des règles du POS zone Uc). Il n'y a plus d'obligation de réaliser 30 % de logements sociaux, les coefficients d'Occupation des Sols sont rétablis, les emplacements réservés existants dans le PLU de 2012 n'existent plus. Enfin, la superficie minimale des terrains est de nouveau applicable. Et le maire de regretter que « cette décision, prise pour une question de forme et non de fond, remet en cause tout le travail réalisé jusqu'à présent, en concertation avec les associations de quartier, sans pour autant dédouaner la commune de ses obligations en matière de réalisation de logements, en particulier sociaux ».

15 AVR 2017

SAINT-JEAN

Vie municipale

Le budget 2017 ne fait pas l'unanimité

Comme le veut la loi, le mois de mars s'est terminé par le vote du budget en Conseil Municipal. S'agissant des **taux de fiscalité 2017** (in-changés par rapport à l'an dernier tant pour la taxe d'habitation, que pour la taxe foncière, bâti et non bâti), les 5 élus de Mieux-Vivre à Saint-Jean, leurs 2 collègues de Réussir Saint-Jean Ensemble et les 3 élus du groupe communiste, se sont abstenus. Concernant le **budget primitif 2017**, M. Bruno Espic, adjoint aux Finances, rappelait qu'il était élaboré dans « *un cadre contraint* », puisque la baisse des ressources des collectivités locales oblige la commune à réduire ses dépenses. Toutefois, certaines charges, comme les charges

de personnel (en hausse de 3,8% par rapport à 2016) ou les charges à caractère général, sont difficilement compressibles. En matière d'investissement, la commune doit mener à bien un certain nombre de projets : fin de la construction des Granges, déploiement de la fibre optique dans les bâtiments communaux, travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, réfection de la piste d'athlétisme... Sont également prévus des travaux à l'Ecole du Centre, à l'Espace Palumbo, à la mairie, à l'Espace Alex Jany... Les 10 opposants cités précédemment se sont absentés. M. Couzy, au nom du groupe communiste, justifiait sa position en regrettant une baisse incessante des



Les conseillers attentifs aux arguments de M. Espic, adjoint aux Finances

dotations aux collectivités locales, et, faisant référence à la masse salariale, concluait : « *Les services publics ne sont pas seulement un coût, ils sont aussi une richesse* ». Madame Vézian, maire, a clos le

débat en remerciant particulièrement le Directeur Général des Services et tous les services de la municipalité qui ont travaillé à l'élaboration de ce budget.

FG31

Pour que l'égalité professionnelle devienne une réalité...

Le CBE du NET et la MCEF organisent un groupe de travail

Depuis 2015, le CBE du NET porte un projet d'ingénierie sur l'**Egalité Professionnelle** auprès des territoires, des acteurs économiques et des collectivités locales. Différents groupes de travail avec les acteurs socio-économiques ont été mis en place autour de cette thématique. Le projet est cofinancé par L'Europe (le Fonds Social européen), l'Etat, la sénatrice François Laborde, la Région Occitanie et les collectivités adhérentes au CBE du NET. Début Mars, a eu lieu une réunion sur le thème de la **réglementation de l'Egalité Professionnelle dans le processus de recrutement**. Cette réunion, organisée par le CBE du NET, en partenariat avec la Maison Commune Emploi Formation de

Saint-Jean, a réuni des professionnels de l'emploi et de la formation. Le but était d'échanger sur cette thématique, mais également de former les participants et de leur donner des outils pour conseiller et accompagner les employeurs lors du recrutement. Différents sujets ont ainsi été abordés : l'offre d'emploi, le sourcing, l'entretien d'embauche, le processus d'évaluation et l'intégration du salarié. Les nombreux échanges qui se sont instaurés ont permis de mettre en lumière les difficultés rencontrées pour respecter l'égalité professionnelle. A l'issue de cette réunion, un groupe de travail coordonné par le CBE du NET s'est constitué. Son objectif sera la co-construction



Réunion de travail à la MCEF de Saint-Jean

d'un outil pour les professionnels de l'emploi et de la formation, pour accompagner les employeurs dans leur prise en compte des politiques d'égalité professionnelle lors du recrutement. Cet outil territorial sera diffusé auprès de tous les employeurs. Parmi les parti-

pants à ce groupe de travail se trouvent M. Laurent Cabanié, directeur du centre de formation du lycée l'Oustal, et Emmanuel Goutnikoff, coordinateur de la MCEF de Saint-Jean.

Renseignements au 05 62 89 07 70.

FG31

15 AVR 2017

SAINT-JEAN

Festival du Court Métrage Ado, 7ème édition

La passion du cinéma n'a pas de frontières !



Monsieur Landry, parrain du Festival (à g.), avec les étudiants albigeois Dorian, Bastien et Loïc

Vendredi dernier se déroulait à l'Espace Palumbo la 7ème édition du **Festival de court-métrage** organisé par la MJC. Un festival devenu cette année international, puisque dans le cadre du projet *EuropAdo*, y participaient des jeunes belges et polonais. Le festival était parrainé cette année par le **Collectif Cisart**, incubateur de street artistes, spécialisé dans l'accompagnement d'artistes et la création d'évènements. Monsieur Landry, représentant Cisart, membre du jury et animateur de l'après-midi, se réjouissait : « *Tous ces jeunes ont une très bonne approche, et c'est un plaisir de partager avec des jeunes passionnés !* ». Avec lui, accompagnant des jeunes de la MJC d'Albi dans le cadre

d'un stage, les membres de l'association étudiante « **Les Cameos** », eux aussi passionnés de cinéma, saluaient une après-midi riche en rencontres et en échanges. A l'heure de la proclamation du palmarès, chacun des 7 courts-métrages en compétition s'est vu décerner un prix : **1er prix** à l'équipe belge pour « *Jalousie* », un film sur les relations garçons/filles. **Meilleure réalisation** pour Josserand, venu tout seul défendre le film réalisé par la MJC d'Ancely, « *The new boss* ». **Prix du meilleur costume** et **mention spéciale** pour l'intérêt du sujet (les flux d'information sur les réseaux sociaux) à la MJC de Rabastens avec son film « *La chaîne* ». **Meilleur scénario** pour «



Casting international pour cette 7ème édition

« *Amitié cachée* » réalisé par des élèves du collège de Saint-Jean. **Meilleur message** pour « *Les coloc* », réalisé par des jeunes saint-jeannais participants au projet *EuropAdo*. **Prix du public** à « *Dur dur la vie de garçon* !

», réalisé par *EuropAdo* Belgique. **Prix spécial** pour l'investissement dans le jeu d'acteur aux jeunes polonais qui ont fait l'effort de tourner leur film en français. Bravo à tous et rendez-vous en 2018 !

PG31



La MJC de Rabastens, doublement récompensée

15 AVR 2017

GRENADE-SUR-GARONNE

Informations médicales

Quand joindre le médecin de garde ?

Toutes les nuits, de 20 h le soir à 8 h du matin

Les WE à partir de samedi 12 h 00 et jusqu'au lundi matin 8 h 00

- Les jours fériés

Quand mon médecin ne répond pas.

Quel numéro faire ? le 3966 ou si urgence vitale le 15

Vous n'avez pas besoin

d'appeler le numéro de votre médecin traitant habituel !

Un permanencier vous répondra. Lui, connaît le nom du médecin de garde sur Grenade, et il le contactera si, il le juge nécessaire. De la même façon, en cas d'urgence médicale réelle, il peut envoyer directement une ambulance du SAMU, ce qui

évite une perte de temps.

Bon à savoir :

Le médecin qui va intervenir ne connaît pas votre dossier comme votre médecin habituel. Pensez à lui donner toutes les précisions : sur votre traitement en cours si vous en avez un

si vous êtes allergique à des produits ou des médica-

ments, sur les examens que vous avez faits récemment (Prise de sang, radio...). Si vous avez vos résultats, pensez à les lui montrer.

Indiquez précisément votre adresse et les éventuels codes d'accès à votre domicile.

FT31

Football

Le Grenade FC ramène le nul de Saint-Jean

Le samedi 8 avril, le Grenade FC se déplaçait pour le compte de la 18ème journée de championnat de première division, chez le leader : Saint Jean. Sur un terrain synthétique aux dimensions plus proches d'un terrain de foot à 7 que d'un terrain senior, des dimensions qui favorisent le jeu de l'équipe locale fait de longs ballons et qui réduisent les espaces essentiels pour le jeu proposé par l'équipe de Grenade. L'équipe encore privée de joueurs majeurs était prête à répondre à l'engagement physique qui est la caractéristique l'équipe de Saint Jean. Grenade fait jeu égal avec les locaux et essaie d'imposer son jeu de possession mais c'est le jeu physique et très engagé des locaux qui prend le dessus. L'arbitre de la rencontre sanctionne les excès d'engagements de Saint-Jean, et c'est sur un coup-franc tiré dans la surface adverse,

qu'un défenseur adverse dévie le ballon de la main, penalty. Julien Duzac qui se charge de transformer le coup de pied, 1 à 0 pour Grenade. Bonne entame de match, l'équipe locale pousse pour revenir au score, mais n'est que rarement dangereuse, mais c'est sur une attaque de Grenade contrée par la défense qui lance une contre attaque sur le côté droit que Saint-Jean égalise, sur un long centre au second poteau repris de très belle manière par l'attaquant adverse. 1 à 1, tout est à refaire. Le jeu s'équilibre mais est mieux maîtrisé par les grenadins qui dominent le milieu de terrain alors que l'équipe locale use et abuse de longs ballons qui mettent à la peine l'arrière garde de Grenade, la défense fait bonne



Le Grenade FC

garde et la mi-temps est sifflée sur ce score de 1 partout. La seconde période est plus compliquée que la première le jeu est moins maîtrisé du côté de Grenade, et l'équipe semble souffrir de l'engagement et de la forte chaleur qui règne encore en cette fin de journée. Le score ne change pas, c'est avec une pointe de déception que les grenadins quittent les ins-

tallations de Saint Jean, elle aurait mérité un résultat plus favorable, mais les deux points du match nul laisse encore l'espoir de remonter au classement final. Prochaine rencontre dans 15 jours contre l'équipe de Lardeille, une occasion de se rapprocher des deux premières places synonyme de montée.

VF

SAINT-JEAN

18 AVR 2017

La formation des aidants débute demain

La plateforme d'accompagnement et de répit des aidants de l'association familiale intercantonale organise en avril, en partenariat avec la maison des solidarités de Saint-Jean, une formation gratuite à destination des proches-aidants de personnes atteintes par des maladies neurodégénératives (Alzheimer, maladies apparentées, Parkinson, Sclérose en plaques...), qu'ils soient conjoints, enfants, voisins ou amis. L'objectif est de sensibiliser les aidants à la compréhension des maladies neurodégénératives, leur donner des outils nécessaires pour accompagner leurs proches le plus durablement



Lors d'une précédente formation dans le Nord-Est toulousain./Photo DDM.

possible. Au cours de ces réunions, l'équipe (médecin gériatre, psychologue, aide-soignante...) aborde des thèmes tels que la relation aidant-aidé, les troubles cognitifs et comportementaux, les différentes aides possibles. La durée de cette formation est de 14 heures réparties en 4 demi-journées de 13 h 30 à 17 heures. Une réunion de suivi est également organisée un mois après la formation. Les réunions se dérouleront à la maison des Solidarités les mercredis 19 avril, 26 avril, 3 mai et 10 mai prochains.

Pour tous renseignements et inscriptions : Julie Cabanne au 05 61 84 30 69 ou par mail plate-forme@afc31.fr.

18 AVR 2017

le fait du jour

L'Oncopole cherche un second souffle

l'essentiel ▶

Après l'ouverture de l'Oncopole il y a trois ans, le campus qui veut rassembler sur un même site recherche publique et privée peine à attirer de nouvelles entreprises.

« Et maintenant que fait-on ? »... La question d'importance est posée par Jean Luc Moudenc, maire de Toulouse-président de la Métropole, et surtout en l'occurrence président de l'association Oncopole. Treize ans après l'idée lancée par Philippe Douste-Blazy de créer dans la Ville rose un grand pôle de santé dédié à la recherche et aux soins contre le cancer, le vaste campus installé route d'Espagne sur le site de l'ancienne usine AZF, est à la croisée des chemins. Certes, le projet initial est devenu réalité avec l'ouverture en 2014 de l'institut universitaire du cancer, autrement dit le cancéropôle, qui a intégré les services du centre hospitalier universitaire (CHU) et accueille aujourd'hui 1 200 patients. Mais la promesse de l'arrivée d'entre-

prises innovantes sur le principe de la mutualisation des moyens patine un peu. Le groupe pharmaceutique Pierre Fabre est le premier à avoir posé ses bâtiments futuristes en bord de Garonne. Mais, dans le même temps, le groupe Sanofi est parti voir ailleurs, même si l'entreprise de biotechnologie Evotec a repris ses activités recherches. Et l'institut des technologies avancées en sciences du vivant (Itav), qui doit jouer le rôle de pépinière pour start-up, n'en est qu'à ses balbutiements. « Nous avons clos le premier chapitre, il faut maintenant une stratégie à 10 ans, souligne Jean-Luc Moudenc. L'Oncopole a beaucoup de potentiel, avec un espace de 220 hectares, mais il faut nous inscrire dans un schéma directeur que nous allons lancer cette année. Nous travaillons avec un bureau conseil qui rendra son rapport à l'automne ». Jean-Luc Moudenc est conscient qu'il faudra faire des choix. « Il faut aller chercher les entreprises une par

une avec toujours une vocation première sur l'oncologie, mais il faut élargir plus globalement les compétences du campus à l'économie de la santé en général ». L'agence d'attractivité de la métropole doit jouer son rôle, mais le président de l'association Oncopole compte aussi sur la mobilisation des collectivités locales, région Occitanie, bien sûr et département de la Haute-Garonne. Le site doit trouver un second souffle. La liquidation judiciaire, en début d'année, de l'hôtel résidence trois étoiles Fluvia est un

signe négatif. Dans ce contexte, la candidature toulousaine pour accueillir l'agence européenne de santé (lire ci-contre) serait un ballon d'oxygène. En attendant, l'établissement français du sang doit arriver cet été, un établissement de soins de suite et de réadaptation doit aussi ouvrir et une ferme solaire est programmée pour l'an prochain. Toujours mieux que rien.

Gilles-R. Souillès

La liquidation judiciaire, en début d'année, de l'hôtel résidence trois étoiles Fluvia est un signe négatif.



Six plateformes de recherches de pointe, ici le laboratoire d'oncogénétique, sont à l'œuvre sur le site de l'Oncopole./DDM, Nathalie Saint-Affre

L'ONCOPELE OU L'ALLIANCE DU PUBLIC ET DU PRIVÉ

Aménagé par la communauté urbaine, Toulouse Métropole, le campus de l'Oncopole occupe 220 hectares dont 65 dédiés au développement économique, clinique et scientifique. Il regroupe six plateformes technologiques de pointe, dédiées à la recherche, au diagnostic et à une meilleure prise en charge des patients. Ainsi, à côté d'acteurs publics, l'Inserm, le CNRS, l'université Toulouse III-Paul Sabatier, le Centre de l'institut des technologies avancées en sciences du vivant ITAV-Pierre Potier, ou bientôt l'établissement français du sang, des entreprises privées comme le groupe Pierre Fabre, Evotec et sa pépinière de start-up ou le labo Biotech, travaillent de concert en mutualisant leurs moyens pour mettre au point des soins innovants. Ce modèle, inédit, proposé par l'Oncopole, encourage le partage d'expertises scientifiques, et des technologies d'avant-garde. En réunissant universitaires, chercheurs privés et entrepreneurs. Aujourd'hui près de 4 000 personnes travaillent sur le site dont 1 500 chercheurs et 1 400 personnels de santé. Avec un investissement initial de 1 milliard d'euros.

LA DÉPÈCHE DU MIDI

Nord-Est

18 AVR 2017

repères

4 000

PERSONNES > Sur le site.

C'est le nombre de salariés qui travaillent sur l'Oncopole, dont 1 500 chercheurs et 1 400 personnels de santé. Avec un investissement initial de 1 milliard d'euros.

« Le site de l'Oncopole a beaucoup de potentiel, mais il nous faut une stratégie pour en faire un lieu dédié plus globalement à l'économie de la santé ».

Jean-Luc Moudenc, président de l'association Oncopole



L'institut universitaire du cancer n'occupe qu'une petite partie de l'Oncopole dont la surface totale est de 220 hectares. De quoi accueillir encore de nombreuses entreprises de pointe/DDM, Nathalie saint-Affre

L'AGENCE DU MÉDICAMENT SUR LE SITE ?

Le Brexit britannique, autrement dit la sortie de l'Europe de la Grande-Bretagne pourrait avoir des effets bénéfiques sur l'activité de l'Oncopole toulousain. L'agence européenne du médicament, implantée pour l'heure à Londres, va effectivement devoir déménager dans un autre pays de l'Union. Pourquoi pas à Toulouse ? C'est le député socialiste de Haute-Garonne, Gérard Bapt, qui a eu le premier l'idée, en alertant, dès l'été dernier, le président de la métropole Jean-Luc Moudenc, la présidente de la région Occitanie, Carole Delga et Georges Méric, le président du conseil départemental de la Haute-Garonne. Et l'idée a fait son chemin. Le dossier a été plaidé jeudi dernier, à Paris, par Daniel Rougé, conseiller métropolitain en charge de

l'économie de la santé, et Jean-Claude Dardelet, vice-président de la métropole chargé des affaires internationales. Les deux émissaires toulousains ont été reçus au ministère des Affaires sociales et de la Santé pour déposer officiellement la candidature de la Ville rose.

Une « short list » dévoilée cette semaine
Ils ont planché devant un grand jury présidé par l'ancienne ministre Geneviève Fioraso, qui va devoir trancher entre huit villes candidates pour recevoir l'agence européenne du médicament, dont Paris. Les auditions se sont déroulées pendant deux jours et une « short list » de trois lauréats devait être annoncée vendredi dernier. Mais la validation

des finalistes prendra un peu plus de temps, puisque c'est le gouvernement qui doit entériner, in fine, les choix du grand jury. Une réponse est attendue par la métropole toulousaine dans le courant de cette semaine. Daniel Rougé et Jean-Claude Dardelet ont bien évidemment fait valoir tous les atouts de notre agglomération dans le domaine de la santé et de la recherche, mais aussi en termes d'infrastructures d'accueil et de transports. L'enjeu est d'importance. L'agence européenne du médicament compte un million de salariés et génère beaucoup de conférences avec des experts venus du monde entier. De quoi soigner un peu plus l'image et l'économie de la Ville rose.

G.-R. S.

interview

« IL FAUT DONNER UNE AUTRE IMPULSION À L'ONCOPOLE »

À sa création, l'Oncopole avait de grandes ambitions, où en est-on ?

Il faut voir que sa création a été progressive entre 2004 et 2014, date



Daniel Rougé, conseiller métropolitain en charge de l'économie de la santé pour le grand Toulouse

où l'Institut universitaire du cancer a ouvert ses portes. À ce moment-là, le projet de l'Oncopole était assez mature sans être complet et le désengagement du groupe pharmaceutique Sanofi nous a obligés à aller vers un modèle différent de ce qui existait. Il a fallu raccrocher les wagons. Mais l'arrivée de la société Evotec, un acteur majeur en Europe, qui a repris la recherche de Sanofi et créé son hôtel de jeunes entreprises à projets a amené une nouvelle dynamique. C'est un modèle intéressant. Cette entreprise allemande est appelée à grandir. La preuve, elle avait 200 salariés en 2014 et en aura 300 cette année. L'Oncopole se développe à son rythme, mais il faut lui donner une autre dynamique, d'où le schéma directeur qui sera prêt à l'automne pour savoir ce que l'on veut faire.

Mis à part l'arrivée de l'établissement français du sang, on a l'impression que le site a du mal à attirer les entreprises...

Cette arrivée, en septembre, ce n'est pas rien. Il ne s'agit pas de l'activité collective, mais de recherche de pointe en médecine régénérative et immunologie. Il y a aussi le centre de soins de suite Korian qui va arriver et qui va permettre d'épauler les patients à leur sortie de l'institut universitaire du cancer. Encore une fois, il y a une temporalité particulière, l'Oncopole n'est pas une site qui ne se développe pas, il a sa vitesse, mais il faut accélérer. Je note que la zone sud est déjà très dense. Et que l'on attend de récupérer des espaces au nord, encore sous séquestre pendant le procès d'AZF.

4 000 personnes travaillent aujourd'hui sur place, quels objectifs vous donnez-vous pour l'avenir ?

L'objectif, c'est le schéma directeur que nous élaborons qui va nous aider à le dessiner. Il ne s'agit pas de faire n'importe quoi. Nous avons de belles perspectives pour retrouver les volumes d'emploi de Sanofi, en développant l'axe de la cancérologie et plus généralement l'innovation en matière de santé, que ce soit dans le domaine du vieillissement ou de l'autonomie des malades. La technologie a amené une nouvelle façon de soigner et l'Oncopole suit cette évolution. En outre, en termes d'infrastructures, le téléphérique qui va connecter le site avec l'hôpital Rangueil et l'université va l'ouvrir un peu plus sur la ville. Ce n'est pas un site figé.

Recueilli par Gilles-R. Souillé